

# À la Une Asie centrale : des partenaires à fort potentiel

Le ministère économique et financier ont développé des relations d'échanges économiques et de coopération institutionnelle avec les Etats d'Asie centrale depuis une dizaine d'années, suivant en cela l'intensification des contacts au niveau présidentiel, notamment avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Alors que l'Asie centrale devient un partenaire commercial plus important, que l'Europe a développé un partenariat oriental comportant des fonds de soutien, cette région présente désormais un potentiel stratégique pour la coopération française.

## ■ Les relations Union européenne / Asie centrale

Notamment du fait de son élargissement géographique, l'UE s'est rapprochée de l'Asie centrale et entend renforcer sa coopération avec la région. La stratégie pour l'Asie centrale (2007-2013) a pour objectif de promouvoir la stabilité et la sécurité de ces pays et un développement économique durable, ainsi que de faciliter une coopération régionale entre les pays d'Asie centrale, et entre l'Asie centrale et l'UE.

Dans ce cadre, la Présidence française de l'Union européenne a organisé en septembre 2008 un forum UE-Asie centrale qui a permis, pour la première fois, de réunir les ministres des Affaires étrangères des pays européens et d'Asie centrale, en outre de la commissaire européenne en charge des relations extérieures et de la politique de voisinage, le Haut représentant pour la PESC, ainsi que les ministres des Affaires étrangères des pays candidats à l'UE (Turquie, Croatie, ARYM) et des organisations internationales et régionales travaillant dans la région.

## ■ Le développement de la coopération bilatérale

Au plan bilatéral, la France anime une coopération institutionnelle significative depuis plusieurs années, suivant en cela une progression régulière des échanges commerciaux (énergie, transports). La région est un partenaire stratégique dans les domaines énergétique (pétrole, gaz) et minier (uranium, silice, bauxite, etc.).

C'est en Ouzbékistan que les actions de coopération sont les plus nombreuses. Ce pays représente un fort enjeu, car c'est une zone de stabilité dans une région marquée par la montée des extrémismes islamiques. L'administration ouzbek est marquée par un grand professionnalisme, l'engagement de ses élites dans les réformes et la capitalisation des échanges techniques, ce qui rend d'autant plus efficace l'assistance technique.

La DGFIP-gestion publique entretient des relations de longue date avec le ministère des Finances de la République d'Ouzbékistan. Depuis 2000, des missions d'experts français et des visites en France de fonctionnaires ouzbeks ont contribué à la mise en place du Trésor ouzbek, qui s'est fortement inspiré des procédures et de la réglementation françaises. La coopération couvre des

thématiques essentielles : l'application des standards internationaux en matière de comptabilité publique, la réforme de la procédure des achats publics, ou l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable.

En 2008, la signature d'un accord quadripartite de coopération avec l'Ouzbékistan (Ministère des Finances, Comité des Impôts, Programme des Nations Unies pour le Développement) a encore dynamisé les échanges avec ce pays. De nombreux domaines sont couverts par cet accord : gestion budgétaire, fiscalité, marché de l'assurance, comptabilité et audit dans le secteur privé, et formation professionnelle. Il se décline en plans de 7 ou 8 actions annuelles.

En ce qui concerne le Kazakhstan, pays à fort potentiel énergétique, la signature au niveau présidentiel d'un accord de partenariat stratégique en juin 2008 avec la France a renforcé la coopération économique entre les deux pays et ouvre la voie à davantage d'échanges en matière d'assistance administrative

Compte tenu de l'exposition de la région d'Asie centrale au transit de stupéfiants et précurseurs en provenance ou à destination d'Afghanistan, de nombreux programmes internationaux notamment européens de lutte contre les trafics de stupéfiants sont mis en œuvre dans cette zone. C'est pourquoi la DGDDI a mené des actions de coopération avec l'Ouzbékistan dans les domaines suivants : formation d'équipes maître-chien de la douane ouzbèke en partenariat avec Adetef, et contrôle du détournement des précurseurs chimiques de drogue. La coopération s'est également ouverte au Kazakhstan qui fait l'objet de menaces identiques à celles de l'Ouzbékistan.

Les relations avec les 3 autres pays d'Asie centrale (Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan) sont encore ponctuelles : la coopération est tournée essentiellement vers l'accueil de délégations étrangères sur le thème de la gestion de la dette publique ou l'informatisation de la gestion des finances publiques par exemple.

## ■ Perspectives : les financements multilatéraux

L'ensemble des pays d'Asie centrale a des besoins considérables d'assistance technique, particulièrement en matière de réforme administrative. Ces pays bénéficient donc d'importants financements internationaux qui représentent des perspectives importantes de coopération multilatérale. Adetef tente de se positionner avec les ministères économique et financier sur ces contrats financés par des bailleurs de fonds internationaux (Union Européenne, Banque Mondiale). Les acteurs ministériels de la coopération renforcent parallèlement leurs activités de prospection dans la région pour soutenir le renforcement des relations avec ces administrations partenaires.

Article réalisé  
avec l'aide de la DGTPE.

## À noter

16-17 juillet 2009

- **Journées professionnelles du Réseau français à l'étranger**
  - Thème : le réseau de la France à l'étranger
  - Organisé par le ministère des Affaires étrangères et européennes.
  - Lieu : Palais des Congrès, Paris.

## Nouvelles internes

- **Agnès Arcier, Présidente d'Adetef, a reçu de Christine Lagarde, ministre de l'Economie, et d'Eric Woerth, ministre du Budget, une lettre de mission** donnant les grandes orientations que les ministres souhaitent qu'Adetef développe. Ils demandent en particulier qu'un plan stratégique à 3 ans soit élaboré en concertation étroite avec les administrateurs du groupement. Ils soulignent aussi l'impact direct et indirect des actions de coopération pour l'environnement des affaires et l'accès des entreprises françaises aux marchés.
- Adetef fait l'objet cette année d'un contrôle de la Cour des comptes, commencé début mai.
- David Frigière a remplacé Corine Delcourt en tant que chef du service ressources humaines.
- Lucette Perrin a quitté Adetef et rejoint la DPAEP.
- Ariane Lyzbinski arrive au poste de conseillère formation au sein du service ressources humaines.
- Halina Cantin rejoint le service de la communication.
- Monika Lach renforce le pôle secrétariat et assistance.
- Sébastien Thimalon, assistant comptable, a pris ses fonctions en mai.
- Annie Yen Linh Diep rejoint le service de la comptabilité.

## ACTUALITÉS PAYS

### ■ CAMBODGE

#### Séminaire Réforme budgétaire à Phnom Penh

Le ministère cambodgien de l'Economie et des finances a organisé avec Adetef un séminaire sur la réforme budgétaire les 1<sup>er</sup> et 2 juin qui a réuni 250 fonctionnaires et responsables publics issus de ce ministère, des ministères techniques et des services déconcentrés. Coordonné et préparé par le secrétaire général du ministère de l'Economie et des finances, financé par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, il a été ouvert par le Vice-Premier ministre, ministre de l'Economie et des finances, et l'Ambassadeur de France ; son vif succès augure de nouvelles pistes de coopération.

### ■ OUZBEKISTAN

#### Formation de formateurs à Tachkent

Une formation de formateurs à la création d'outils pédagogiques s'est déroulée au ministère des Finances ouzbek en mars 2009. Co-animée par Adetef et l'IGPDE, organisée par le PNUD, elle a permis des échanges d'expérience et a rappelé les étapes d'élaboration des actions de formation. Fortement relayé par les médias, ce séminaire pourrait intéresser les administrations de la région.

### ■ SYRIE

#### Une coopération très dynamique

Dans la continuité de la relance des relations bilatérales depuis mai 2008, une mission organisée en mars 2009 par Adetef et l'Agence France Trésor a permis de faire le point sur la préparation juridique et technique de la Syrie à l'émission de bons du Trésor. En avril, un atelier de la DGFIP Fiscalité sur les modalités de mise en œuvre de la TVA a confirmé l'intérêt de ce sujet. Lors d'un atelier sur la concurrence et la protection des consommateurs en mai, les experts de la DGCCRF ont pu répondre aux questions de leurs homologues syriens concernant les modalités de mise en œuvre des dispositifs de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, de lutte contre la fraude et de protection des consommateurs. Le bon climat des relations franco-syriennes se confirme donc au cours de ce 1<sup>er</sup> semestre très actif.

### ■ TURQUIE

#### Accueil d'une délégation

La DGFIP a reçu une délégation turque du 10 au 12 juin à propos des procédures et des principes comptables relatifs aux biens immobiliers. Cette visite d'étude sur financement TAIEX avait pour but d'identifier les procédures comptables les plus efficaces pour la gestion des biens immobiliers à partir d'une analyse comparative des systèmes turc et français.

### ■ VIETNAM

#### Commande publique et marchés publics

Adetef a organisé un séminaire sur la commande publique et les marchés publics à Hanoi les 9 et 10 juin avec l'ensemble des administrations concernées par ces sujets pour échanger sur les questions juridiques, les stratégies d'achat public, la gestion de la commande et les activités de contrôle. Ce séminaire intervient dans une période de réflexion sur la question de la part des autorités publiques vietnamiennes.

## ADETEF EN BREF

### ■ 2 contrats remportés

- En Arménie, un contrat Union européenne d'1 million d'euros sur 24 mois avec ECO comme chef de file (*European Consultants Organisation*) et en consortium avec RaL (*Resources and Logistics*) a pour objectif d'appuyer l'administration arménienne en matière de gestion des jumelages et financements TAIEX.

- En Algérie, Adetef fait partie du consortium (chef de file EGIS-BDPA) qui a remporté le contrat sur financement Union européenne « Programme PME II » de 9 millions d'euros sur 34 mois.